

RESPONSABILITÉ

L'Etat est responsable de la faute commise par un commissaire-enquêteur lors d'une enquête publique.

Une délibération approuvant la révision d'un plan d'occupation des sols a été annulée au seul motif de l'irrégularité de la motivation de l'avis du commissaire-enquêteur. Les fautes ainsi commises par le commissaire-enquêteur engagent la responsabilité de l'Etat. Eu égard à l'autonomie du commissaire-enquêteur par rapport au bénéficiaire du projet soumis à l'enquête publique, la commune ne disposait d'aucune possibilité d'intervention en vue d'éviter l'irrégularité dont s'est trouvée entachée la délibération approuvant la révision de son plan d'occupation des sols. L'Etat n'est pas fondé à invoquer une faute exonératoire qu'aurait commise la commune en prenant cette délibération illégale.

RESPONSABILITÉ - Responsabilité pour faute - Faute simple - Insuffisance de motivation

URBANISME - Plan local d'urbanisme - Elaboration - Plan d'occupation des sols - Enquête publique - Commissaire-enquêteur

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE - Commune - Conseil municipal - Délibération - Irrégularité Tribunal administratif de Lyon 30 juin 2009

M. Martin, prés. - M^{me} Meyer, rapp. -
M. Droullé, rapp. publ. - M^e Majerowicz, av.
Commune de Péron - 0703881

CONCLUSIONS DE VINCENT DROULLÉ,
RAPPORTEUR PUBLIC

Les projets soumis à enquête publique ont ceci de particulier que la régularité de la procédure dépend largement du commissaire-enquêteur, lequel, indépendant et impartial, échappe au contrôle du maître d'ouvrage. S'il s'avère que le commissaire-enquêteur ne remplit pas correctement sa mission, il expose le projet à une annulation contentieuse. C'est ainsi que les communes qui entreprennent de se doter d'un nouveau document d'urbanisme sont fréquemment les victimes de commissaires-enquêteurs défaillants. Peuvent-elles, pour autant, obtenir l'indemnisation, par l'Etat, des préjudices qu'elles subissent du fait des fautes commises par les commissaires-enquêteurs? Telle est la question que pose la requête dont vous a saisi la commune de Péron.

Par jugement du 15 avril 2003, vous avez annulé la délibération en date du 13 février 2001 par laquelle le conseil municipal de Péron a approuvé la révision du plan d'occupation des sols de la commune. Vous avez considéré que les

conclusions du commissaire-enquêteur étaient irrégulières, à défaut d'être motivées. Vous avez encore relevé, plus largement, que le commissaire-enquêteur s'était mépris sur l'objet de sa mission. La commune de Péron vous demande désormais de condamner l'Etat à l'indemniser des conséquences dommageables des fautes commises par le commissaire-enquêteur, en invoquant deux fautes, à l'appui de son recours.

Ecartons d'emblée la seconde faute alléguée par la commune. Celle-ci soutient que la responsabilité de l'Etat est engagée à raison de la faute qu'aurait commise le président du tribunal administratif de Lyon en désignant un commissaire-enquêteur d'une incompétence qu'elle juge flagrante. Mais la commune n'apporte aucun élément de preuve à l'appui de ce moyen. La notoriété de l'incompétence du commissaire-enquêteur, à la date de sa désignation, n'étant pas établie, vous rejetterez ce premier moyen.

L'autre faute invoquée par la commune soulève des questions autrement plus difficiles à résoudre.

La requérante soutient que le commissaire-enquêteur doit être regardé comme un collaborateur occasionnel du service public de l'environnement, de l'écologie et du développement durable, qui engagerait la responsabilité de l'Etat à raison des fautes qu'il commet dans l'accomplissement de sa mission.

La réponse à ce moyen invite à préciser le statut du commissaire-enquêteur, dont les contours demeurent flous. Peut-il être assimilé à un collaborateur occasionnel du service public? Si oui, à quelle personne publique, Etat ou commune, convient-il de le rattacher?

A ce sujet, la requérante se prévaut de la charte des commissaires-enquêteurs, établie par la compagnie nationale des commissaires-enquêteurs. Mais ce document n'a pas de valeur juridique. La commune invoque également des prises de position de deux présidents de tribunal administratif lors d'un colloque organisé en 1998 autour de la question «Le commissaire-enquêteur est-il majeur?» (v., Droit et ville, 1999). Le premier, Marc Fages, a qualifié le commissaire-enquêteur de «collaborateur occasionnel rétribué du service public, avec les droits qui sont attachés à cette fonction et les obligations qui en découlent», tandis que le second, Gérard Porcell, soutenait que le commissaire-enquêteur accomplit sa mission au nom de l'Etat, même si l'équipement soumis à l'enquête publique est communal.

Que faut-il en penser?

Comme le rappelle la requérante, le service public peut s'entendre comme activité d'intérêt général que l'administration entend assumer. Or, à l'évidence, la mission du commissaire-enquêteur obéit à de fortes considérations d'intérêt général. Aux termes de l'article L.123-9 du code de l'environnement, il lui appartient de conduire l'enquête publique, «de manière à permettre au public de prendre une connaissance complète du projet et de présenter ses appréciations, suggestions et contre-propositions». Dans ce cadre, il dispose de pouvoirs d'investigation, qui lui permettent notamment de visiter les lieux concernés par le projet ou encore de solliciter des documents complémentaires auprès du maître d'ouvrage. L'article R. 123-22 ajoute qu'à l'issue de l'enquête, il établit un rapport qui en relate le déroulement et examine les observations

recueillies; de plus, dans un document séparé, il consigne ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération. Ainsi, le commissaire-enquêteur est à la fois médiateur et superviseur: son rôle consiste, d'une part, à garantir la transparence et l'exhaustivité de l'information délivrée au public, afin que toute personne intéressée puisse participer utilement au débat public, et, d'autre part, à contrôler la qualité du projet, par l'expression d'un avis motivé qui ne lie certes pas l'administration mais est susceptible d'avoir une incidence sur les choix qui seront finalement retenus par le maître d'ouvrage. C'est dire que son action poursuit l'intérêt général.

Reste à identifier à quel service public se rattache cette action d'intérêt général, et, partant, quelle personne publique doit assumer les dommages causés par le commissaire-enquêteur dans l'exercice de sa mission. De sérieux arguments plaident en faveur du rattachement à la commune. Comme le fait valoir le défendeur, l'enquête publique s'inscrit dans le cadre de l'élaboration du plan d'occupation des sols. Or, aux termes mêmes de l'article L. 123-3 du code de l'urbanisme alors applicable, «le plan d'occupation des sols est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la commune». Dans cette optique, le commissaire-enquêteur apparaît comme un collaborateur occasionnel du service public de l'urbanisme communal, son intervention devant être mise en rapport avec la finalité de la procédure mise en œuvre, globalement considérée et dont l'enquête publique n'est qu'une partie, à savoir l'élaboration d'un document d'urbanisme.

Pour autant, faire du commissaire-enquêteur un quasi-agent de la commune nous semble contraire à la réalité de son statut, marqué par l'indépendance et l'impartialité que requiert l'accomplissement de sa mission. Son indépendance se présente sous la forme d'un certain nombre d'incompatibilités, définies par le code de l'environnement. Elle est, de plus, garantie par les modalités de sa désignation et de son indemnisation, qui donnent un rôle prépondérant au président du tribunal administratif. C'est ce dernier qui, à partir d'une liste d'aptitude, désigne le commissaire-enquêteur, détermine le nombre de vacations allouées et arrête les frais dont il peut obtenir le remboursement. Quant à l'impartialité du commissaire-enquêteur, contrôlée par le juge administratif, elle se vérifie au comportement qu'il se doit d'adopter lors de l'enquête publique, neutre dans la présentation du projet au public et loyal dans le recueil des observations qui lui sont adressées.

En définitive, si le commissaire-enquêteur n'est pas le porte-parole du public, il lui revient, à tout le moins, d'organiser le contradictoire du débat public et de recueillir l'expression des divers intérêts en présence, notamment d'ordre environnemental et de développement durable. Or, ces intérêts ne coïncident pas nécessairement avec ceux de la commune. Autrement dit, son intervention est censée garantir que l'élaboration du document d'urbanisme prenne en compte l'intérêt général, compris comme dépassant les seuls intérêts communaux. De ce fait, sa mission ne peut relever que de l'Etat, dont il est, ainsi, un collaborateur occasionnel.

Dès lors, vous pourrez vous inscrire dans la continuité de la solution qu'a retenue le tribunal administratif de Dijon, dans un jugement du 11 avril 2000, *Meulson* (n° 99472). Dans cette affaire, le commissaire-enquêteur n'avait pu obtenir le

paiement de ses honoraires par le maître de l'ouvrage, défaillant; constatant sa collaboration au service public, le tribunal administratif de Dijon a considéré «qu'en participant à la protection de l'environnement, le commissaire-enquêteur engage la responsabilité de l'Etat, qui doit supporter à titre subsidiaire la charge de la défaillance du maître de l'ouvrage».

Ceci étant, vous savez que la notion de collaborateur occasionnel a été définie par la jurisprudence à la faveur de litiges indemnitaires dans lesquels ces collaborateurs se trouvaient en situation de victimes. Mais elle peut également trouver application dans l'hypothèse où les dommages ont été causés à des tiers par les collaborateurs occasionnels du service public eux-mêmes (c'est ce qui ressort, *a contrario* d'une décision CE 22 mars 1957, *Compagnie d'assurances L'Urbaine et la Seine*, Lebon 200: il s'agissait en l'espèce d'un accident mortel de la circulation causé par un particulier qui, «répondant à l'appel du tocsin, se rendait sur les lieux où sévissait un incendie, pour se mettre à la disposition du service de lutte contre le sinistre»; le dommage s'étant produit «avant toute participation effective aux opérations d'extinction sous la direction du service chargé de la lutte contre l'incendie », l'intéressé ne pouvait être considéré, au regard des tiers, comme un agent du service public, susceptible d'engager la responsabilité de la commune à l'égard de ceux-ci). La seule différence substantielle entre les deux hypothèses tient à ce que, à la différence des collaborateurs eux-mêmes victimes de dommages, toujours indemnisés même en l'absence de faute, le tiers ne bénéficiera pas d'un régime aussi protecteur et devra, en principe, démontrer l'existence d'une faute à l'origine de ses dommages (v. sur ce point, T. Olson, *Collaborateurs occasionnels ou bénévoles du service public*, Rép. resp. puiss. publ. oct. 2008, p. 18).

Précisons que, selon nous, l'action du commissaire-enquêteur ne doit pas relever d'un régime de faute lourde. En effet, dans les rares domaines de l'action administrative où il trouve encore à s'appliquer, ce régime est justifié par la particulière technicité de l'action administrative considérée. Tel peut être le cas, par exemple, en matière d'établissement et de recouvrement des créances fiscales (v. CE 13 mai 1991, *Commune de Garges-lès-Gonesse*, n° 79933, AJDA 1991. 750, obs. F. Julien-Laferrière). De ce point de vue, il n'est pas douteux que le commissaire-enquêteur doit faire preuve de connaissances techniques suffisantes, mais on attend de lui qu'il se comporte en honnête homme plutôt qu'en expert (v., sur cette question, R. Hostiou, *Le commissaire-enquêteur et le commissaire du gouvernement*, -MDI 2006. 443-); gageons qu'il ne s'agit pas là d'une mission impossible, ni même excessivement difficile... Le régime de faute lourde s'applique encore aux activités de contrôle par l'Etat des collectivités territoriales (v pour le contrôle de légalité, CE sect. 21 juin 2000, *Ministre de l'équipement c/ Commune de Roquebrune-Cap-Martin*, n° 202058, RFDA 2000. 1096, note P. Bon; D. 2002. Somm. 526, obs. D. De Béchillon) ou de certains organismes de droit privé; mais l'intervention du commissaire-enquêteur, qui se concrétise par un avis ne liant pas la collectivité porteuse du projet soumis à l'enquête publique, ne peut être assimilée à

un pouvoir de contrôle de l'Etat sur cette collectivité. Ainsi, il nous semble que vous devrez faire application d'un régime de faute simple.

L'existence d'une telle faute ne fait, en l'espèce, aucun doute: elle est caractérisée par l'insuffisance de motivation." des conclusions du commissaire-enquêteur, qui s'est borné à constater que' les observations recueillies lors de l'enquête publique «ne remettaient pas fondamentalement en cause l'esprit et la philosophie du projet de modification» du plan d'occupation des sols, sans exposer son opinion personnelle sur aucun des enjeux du projet.

Le défendeur prétend qu'en tout état de cause, une faute de la commune exonérerait l'Etat de sa responsabilité. Celle-ci serait révélée par l'adoption d'une délibération illégale par le conseil municipal. C'est oublier que l'irrégularité de procédure qui a été censurée par votre jugement du 15 avril 2003 est le fait, non de la commune, mais d'une personne indépendante dont la mission relève, nous l'avons dit, de l'Etat. Vous écarterez, en conséquence, ce moyen de défense et jugerez que la commune de Péron est fondée à soutenir que le commissaire-enquêteur a commis une faute, et que cette faute engage la responsabilité de l'Etat.

Reste à apprécier l'étendue des préjudices indemnisables. La commune peut prétendre au remboursement des frais qu'elle a inutilement exposés pour élaborer le document d'urbanisme qui a, finalement, été annulé en raison de la seule carence du commissaire-enquêteur (v en ce sens, CE 19 févr. 1988, *Petit et Cintrac*, n° 60978, s'agissant du remboursement par l'administration d'honoraires d'architecte engagés en pure perte par des pétitionnaires auxquels elle a illégalement refusé le permis de construire). Mais, en l'espèce, la requérante ne démontre nullement que les honoraires versés à l'urbaniste ou les frais de reprographie des plans finalement adoptés auraient été vainement engagés par la commune, alors qu'il est probable, au contraire, que les études urbanistiques ou les plans réalisés ont pu avoir une utilité dans le cadre des développements ultérieurs de la politique d'urbanisme communal (étant précisé que l'annulation pour irrégularité de l'enquête publique qui a été prononcée n'imposait nullement, en elle-même, de modifier les projets d'urbanisme de la commune).

En revanche, vous devrez assurément faire droit aux demandes tendant au remboursement des frais d'annonces et d'insertion dans les publications locales du plan annulé, justifiés à hauteur de 2 868 €, et à la vacation du commissaire-enquêteur, pour 885,06 €.

Enfin, la commune fait valoir qu'elle aurait subi des «troubles dans ses conditions d'existence» du fait de l'irrégularité des conclusions du commissaire-enquêteur. Il vous faudra requalifier ce chef de préjudice, dont la formulation est fort peu appropriée s'agissant du dommage subi par une personne morale. Il n'en demeure pas moins qu'une partie de l'activité des services de la commune a été inutilement consacrée à l'organisation d'une enquête publique dont l'irrégularité ne résulte que de la faute du commissaire-enquêteur. Vous allouerez à la commune, à ce titre, une indemnité de 3 000 €.

Par ces moyens, nous concluons à la condamnation de l'Etat à verser à la commune de Péron la somme de 6135,78 €,

portant intérêts à compter du 31 décembre 2003, lesdits intérêts étant capitalisés, outre 1 000 € au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

JUGEMENT

Considérant que, par un jugement en date du 15 avril 2003 devenu définitif, le tribunal de céans a annulé la délibération en date du 13 février 2001, par laquelle le conseil municipal de Péron avait approuvé la révision de son plan d'occupation des sols; que cette annulation était fondée sur l'unique motif tiré de l'irrégularité de la procédure d'enquête publique, le commissaire-enquêteur s'étant mépris sur l'objet de sa mission et n'ayant pas régulièrement motivé son avis favorable; que la commune de Péron demande que l'Etat soit déclaré responsable des fautes commises par le commissaire-enquêteur et condamné à l'indemniser de leurs conséquences dommageables;

Sur la responsabilité:

Considérant qu'aux termes de l'article L. 123-3 du code de l'urbanisme applicable à la révision du plan d'occupation des sols approuvée le 13 février 2001: «Le plan d'occupation des sols est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la commune [...]» ; qu'aux termes de l'article L. 123-9 du code de l'environnement, issu de l'article 4 de la loi du 12 juillet 1983 susvisée dans sa rédaction alors applicable: «Le commissaire-enquêteur [...] conduit l'enquête de manière à permettre au public de prendre une connaissance complète du projet et de présenter ses appréciations, suggestions et contre-propositions./ Il peut recevoir tous documents, visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après information préalable des propriétaires et des occupants par les soins de l'autorité compétente, entendre toutes personnes dont il juge l'audition utile et convoquer le maître d'ouvrage ou ses représentants ainsi que les autorités administratives intéressées./ Il peut organiser, sous sa présidence, une réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage./ Sous réserve des dispositions de l'article L. 123-15, le maître d'ouvrage communique au public les documents existants que le commissaire-enquêteur juge utiles à la bonne information du public. En cas de refus de communication opposé par le maître d'ouvrage, sa réponse motivée est versée au dossier de l'enquête./ Le commissaire-enquêteur [...] se tient à la disposition des personnes ou des représentants d'associations qui demandent à être entendus »; qu'aux termes de l'article R. 123-11 du code de l'urbanisme, dans sa rédaction applicable, issue du décret n° 85-452 du 23 avril 1985 susvisé: «Le plan d'occupation des sols rendu public est soumis par le maire à enquête publique dans les conditions suivantes: / Le maire saisit le président du tribunal administratif en vue de la désignation d'un commissaire-enquêteur [...] dans les conditions prévues aux articles 8, 9 et 10 du décret n° 85-453 du 23 avril 1985. [...] / [...] / L'enquête s'ouvre selon le cas:

a) A la mairie; b) Ou au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et aux mairies des communes concernées. /Pendant le délai fixé au troisième alinéa, les observations sur le plan d'occupation des sols peuvent être consignées par les intéressés sur le ou les registres d'enquête, ou adressées par écrit, au lieu fixé pour l'ouverture de l'enquête, au commissaire-enquêteur [...], lequel les annexe au registre mentionné à l'alinéa précité./ Le commissaire-enquêteur [...] peut faire compléter le dossier, demander l'organisation d'une réunion publique ou décider de proroger la durée de l'enquête dans les conditions prévues aux (articles 17 à 19 du décret n° 85-453 du 23 avril 1985./ A l'expiration du délai d'enquête, le ou les registres d'enquête sont clos et signés par le commissaire-

enquêteur [...]. Le commissaire-enquêteur [...] examine les observations consignées ou annexées aux registres, établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et rédige des conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou défavorables. Le commissaire-enquêteur [...] adresse le dossier accompagné du rapport et des conclusions au maire dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête. Copie du rapport et des conclusions est communiquée par le maire au préfet et au président du tribunal administratif./ Le rapport et les conclusions sont tenus à la disposition du public à la mairie ou, le cas échéant, au siège de l'établissement public compétent et aux mairies des communes concernées»; qu'aux termes de l'article R. 123-12 du même code, alors applicable: «Le plan d'occupation des sols, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique [...], donne lieu, dans les conditions fixées au premier alinéa de l'article R. 123-9, à la consultation des services de l'Etat et des personnes publiques associées si le maire estime que la nature et l'importance des modifications envisagées justifient cette consultation. Le plan, accompagné par les avis des personnes publiques, des associations et des organismes de gestion des parcs naturels régionaux ainsi que par les communications du préfet mentionnés au deuxième alinéa de l'article R. 123-10, est ensuite transmis au conseil municipal, qui l'approuve par délibération. [...]»;

Considérant que les dispositions précitées des articles L. 123-9 du code de l'environnement et R. 123-11 du code de l'urbanisme confèrent au commissaire-enquêteur, nommé par le président du tribunal administratif, des pouvoirs propres de conduite de l'enquête publique, lui permettant, notamment, de faire compléter le dossier, de demander l'organisation d'une réunion publique et de proroger la durée de l'enquête; qu'elles le chargent de permettre au public de prendre une connaissance complète du projet, de recueillir ses observations, et de formuler un avis personnel sur le projet; qu'ainsi, le commissaire-enquêteur est le garant de l'existence d'un débat public dont l'issue, ainsi qu'il résulte des dispositions de l'article R. 123-12 du code de l'urbanisme, peut donner lieu à une modification du projet; que, par suite, sa mission relève d'un intérêt général qui dépasse nécessairement celui poursuivi par le bénéficiaire de l'enquête publique; que, dès lors, cette mission ne peut être rattachée qu'à l'Etat qui en détermine et en garantit les conditions d'exercice;

Considérant que le fait, pour le commissaire-enquêteur, de s'être mépris sur l'objet de sa mission, et de ne pas avoir motivé son avis favorable dans les conditions prévues par les dispositions de l'article R. 123-11 du code de l'urbanisme, est constitutif d'une faute, qui présente un lien direct et certain avec l'annulation, par le tribunal de céans, de la délibération en date du 13 février 2001 approuvant la révision du plan d'occupation des sols; que cette faute est de nature à engager la responsabilité de l'Etat;

Considérant qu'en égard à l'autonomie du commissaire-enquêteur par rapport au bénéficiaire du projet soumis à l'enquête publique, la commune de Péron ne disposait d'aucune possibilité d'intervention en vue d'éviter l'irrégularité de procédure à l'origine de l'annulation de la délibération du 13 février 2001; que, par suite, aucune faute exonératoire de la responsabilité de l'Etat ne peut être retenue à son encontre;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'Etat doit être déclaré entièrement responsable des conséquences dommageables de l'irrégularité de la procédure d'enquête publique préalable à l'approbation de la révision du plan d'occupation des sols de la commune de Péron approuvée par délibération du 13 février 2001;

Sur les préjudices:

Considérant, en premier lieu, qu'en égard à son motif, l'annulation de la délibération en date du 13 février 2001 impliquait seulement que la commune de Péron organise une nouvelle enquête publique afin d'approuver le même projet, dont la légalité

interne n'avait pas été censurée; que, par suite, les honoraires de l'urbaniste et les frais de reprographie et de plans, qui ne peuvent globalement être regardés comme exposés en vain, ne constituent pas des préjudices indemnisables;

Considérant, en second lieu, que les frais de publication exposés pour annoncer la révision du plan- d'occupation- des sols en 1996 et 1997, qui sont sans lien avec la faute engageant la responsabilité de l'Etat, ne peuvent ouvrir droit à une indemnisation; qu'en revanche, la requérante est fondée à demander le remboursement des frais de publication relatifs à l'enquête publique irrégulière, ainsi que des honoraires du commissaire-enquêteur, soit, respectivement, 2250,72 € et 885,6 €;

Considérant, en troisième lieu, que la commune de Péron demande une somme de 1521 € en réparation du préjudice subi dans le fonctionnement de ses services, qu'elle qualifie de troubles dans ses conditions d'existence; que, cette somme étant déterminée par référence à la rémunération d'un adjoint administratif, la requérante doit être regardée comme sollicitant une indemnisation au titre du coût du travail effectué par ses services pour organiser l'enquête publique qui s'est avérée irrégulière; qu'il sera fait une juste réparation de ce préjudice en faisant droit à cette demande;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'Etat doit être condamné à verser à la commune de Péron une somme de 4656,78 € en réparation de ses préjudices;

Sur les intérêts et leur capitalisation:

Considérant, d'une part, que, lorsqu'ils ont été demandés, et quelle que soit la date de cette demande, les intérêts moratoires dus en application de l'article 1153 du code civil courent à compter de la réception par la partie débitrice de la réclamation de

somme principale; que la commune de Péron a droit aux intérêts légaux afférents aux intérêts échus à compter de la réception de sa demande par l'administration, le 31 décembre 2003;

Considérant, d'autre part, qu'aux termes de l'article 1154 du code civil: «Les intérêts échus des capitaux peuvent produire des intérêts, ou par une demande judiciaire, ou par une convention spéciale, pourvu que, soit dans la demande, soit dans la convention, il s'agisse d'intérêts dus au moins pour une année entière»; que pour l'application de ces dispositions, la capitalisation des intérêts peut être demandée à tout moment devant le juge du fond; que la commune de Péron a demandé la capitalisation des intérêts dans sa requête enregistrée le 14 mai 2007; qu'à cette date, les intérêts non encore versés étaient dus pour au moins une année entière; qu'il y a lieu, dès lors, de faire droit à cette demande, tant à cette date du 14 mai 2007 qu'à chaque échéance annuelle à compter de cette date, pour la part des intérêts restant due à chacune de ces dates;

Le tribunal décide:

Article 1^{er}: L'Etat est déclaré responsable des conséquences dommageables de l'irrégularité de la procédure d'enquête publique préalable à l'approbation de la révision du plan d'occupation des sols de la commune de Péron approuvée par délibération du 13 février 2001.

Article 2: L'Etat est condamné à verser à la commune de Péron une somme de 4656,78 € (quatre mille six cent cinquante-six euros et soixante-dix-huit centimes) en réparation de ses préjudices. Cette somme portera intérêts à compter du 31 décembre 2003. Les intérêts échus à la date du 14 mai 2007 seront capitalisés pour produire eux-mêmes intérêts.